

# C'ÉTAIT DÉJÀ PAS CLAIR, ET ÇA VA S'OBSCURCIR...

Pour la quatrième fois en quatre ans, les Espagnols étaient appelés aux urnes le 10 novembre dernier, afin d'élire leurs députés. Il s'agissait pour Pedro Sanchez, chef actuel du gouvernement et accessoirement, chef de file du PSOE (1) d'obtenir enfin une majorité absolue aux Cortès (2). Les tractations allaient bon train depuis des mois, le dernier vote du 28 avril n'ayant pas donné aux socialistes cette majorité absolue qui leur aurait laissé les coudées franches pour légiférer et gouverner à leur aise. Les négociations se sont donc succédé tous azimuts avec *Unidas Podemos* (Gauche «radicale»), *Ciudadanos* (centre droit) et même le *Parti populaire* (droite anciennement au pouvoir). Au final: nada, rien, que dalle! Chaque formation accusant l'autre de faire échouer les négociations, tout ce joli monde s'est présenté en ordre dispersé devant des électeurs espagnols qui commencent à être aussi lassés que des électeurs britanniques devant le Brexit. Pedro Sanchez, qui voulait être conforté par un vote clair en sa faveur a perdu son pari: sa formation n'arrive en tête qu'en obtenant 120 sièges, soit 3 de moins qu'aux élections d'avril. De son côté, *Unidas Podemos* perd 7 sièges. À droite, le *Parti populaire* remonte en gagnant 22 sièges tandis que *Ciudadanos* s'effondre en perdant 47 sièges.

## **Fascisme, le retour?**

La surprise, qui n'en n'est malheureusement pas une, vient du score du parti d'extrême droite Vox qui gagne lui, 27 sièges, en ayant basé sa campagne électorale sur la lutte contre l'immigration et l'indépendantisme catalan. Vox qui ne recueillait que 0,23 % de votes il y a quatre ans, en a ramassé plus de 15% en novembre de cette année. Ça commence à puer salement la merde brune.

C'est donc de nouveau l'impasse avec un parlement sans majorité absolue, où le PSOE avec ses 120 députés va être contraint de négocier au cas par cas, chaque proposition qu'il présentera, à commencer par le vote de confiance qu'il demande de lui accorder, et que seule l'abstention de l'opposition peut lui permettre d'obtenir.

Conclusion, une Espagne ingouvernable sauf à plonger dans les combines et arrangements concoctés dans les couloirs et arrière-salles des Cortès. On a pu déjà assister à un miracle: un accord passé entre le PSOE et *Unidas Podemos* au lendemain des élections; et tout ça en 48 heures alors que ça n'avait pas été possible en plusieurs mois. Misère de la politique politicienne! Autant dire que la clarté n'est pas pour demain.

## **Problème catalan**

Il est évident que la situation en Catalogne a influé sur le résultat de ces élections. Il faut dire que la gestion du problème indépendantiste a été gérée de manière catastrophique par le gouvernement socialiste, avec les lourdes condamnations des douze membres du parlement catalan (pour sédition) qui ont entraîné les gigantesques manifestations de protestations. Manifestations durement réprimées, et le gouvernement central (socialiste!) dénonçant les violences... des manifestants, mais restant muet sur les violences policières que pourtant chacun a pu constater (ça nous rappelle quelque chose en France). Matraquages, tirs de flash-ball de la part de la *Garde civile* (État central) et des *Mossos d'escuadra* (Generalitat), unis main dans la main pour réprimer la population catalane (mais pas que...).

(1) Parti socialiste ouvrier espagnol.

(2) Parlement espagnol.

Au-delà des revendications indépendantistes, on peut constater au fil des années, l'augmentation de la répression étatique pour faire taire toute protestation contre la politique anti-sociale, les privatisations des services publics, les baisses des pensions de retraite, la corruption généralisée de la classe politique, la précarité... En résumé, tout ce qui affecte la classe travailleuse. La *ley Mordaza* (loi bâillon) instaurée sous le précédent gouvernement de droite (PP) a été maintenue par l'actuel gouvernement socialiste (?), permettant ainsi la criminalisation du droit de contestation de la population. L'appareil répressif n'a cessé de se durcir, que ce soit de la part de l'État central ou de la Communauté autonome. Les anarchistes sont bien placés pour le savoir, eux qui subissent de plus en plus d'arrestations arbitraires, amendes, emprisonnements, pour le simple fait de participer aux luttes sociales dénonçant un système capitaliste qui perpétue l'exploitation des travailleurs, que ce soit sous un gouvernement de droite ou de gauche.

### **Nationalisme/Internationalisme/Bourgeoisie/Prolétariat**

Devant la situation actuelle en Catalogne, rappelons au passage que nous sommes évidemment autant contre l'État espagnol que contre le projet d'un hypothétique futur État catalan, l'indépendantisme ne pouvant déboucher que sur l'avènement au pouvoir d'une bourgeoisie catalane qui continuera d'exploiter un prolétariat vivant et travaillant en Catalogne. L'internationalisme dont nous nous réclamons n'a évidemment rien à voir avec un indépendantisme dont l'objectif n'est que de remplacer une classe bourgeoise par une autre classe bourgeoise.

Ceci étant dit, nous ne pouvons que dénoncer la répression subie par la population catalane, qu'elle soit du fait de la police centrale (*guardia civil*), ou de la police autonome (*mossos d'escuadra*). De même il nous faut dénoncer la façon dont les secteurs indépendantistes célèbrent le centenaire de la grève de la «*Canadiense*» qui permit l'obtention de la journée de travail de huit heures. Pour ces catalanistes, il s'agit de valoriser la «*combativité du peuple catalan*». Rappelons que cette grève ne fut pas menée et gagnée par les catalanistes, mais par une organisation composée de travailleurs catalans et immigrés des autres régions d'Espagne, une organisation syndicale et non pas autonomiste (nationaliste), une organisation ouvrière: la *Confédération nationale du travail* (CNT), dont la lutte était bel et bien de classe et internationaliste.

**Ramon PINO,**  
*Groupe anarchiste Salvador-Segui.*

-----